

L'audace

(« *Iqdām* » — *Kawkab al-Sharq*, 23 mars 1933)

Taha Hussein

Mais c'est une audace dangereuse, qui risque d'entraîner vers le mal et d'aboutir à ce que les audacieux eux-mêmes ne souhaitent pas ; et que la santé même de ce ministère pourrait bien ne pas supporter — un ministère que les maux ont saisi par ses diverses extrémités, le rendant incapable d'accomplir quelque grande œuvre que ce soit, que cette œuvre soit utile ou nuisible.

Oui, c'est une audace dangereuse, suspecte et blâmable — celle dont les marques et les premiers signes ont commencé à paraître dans la conduite de l'administration en Haute-Égypte. Car l'administration, à Assouan, avait été calme ; elle avait été posée, écoutant et voyant, souffrant et s'irritant, mais sans se troubler ni verser dans l'excès du trouble ; elle laissait plutôt les gens à eux-mêmes, sentir et éprouver, puis exprimer le sentiment et l'émotion qu'ils trouvaient en eux — de sorte qu'ils célébraient, applaudissaient et acclamaient, et tout était calme, et l'ordre était établi — à moins que la manifestation du sentiment et la jouissance de cette liberté naturelle que garantit la Constitution ne soient tenues pour une atteinte à l'ordre et un trouble de la sérénité et du calme.

L'administration avait été calme et tranquille à Assouan lorsque le vénérable Président la visita, et rien — ou presque rien — d'important ne se produisit. Mais le plus posé des tempéraments peut s'alléger, et le plus pesant peut s'étourdir. Il apparaît que la patience de l'administration, si longue soit-elle, a une limite ; que sa mansuétude, si large soit-elle, est étroite ; qu'elle peut voir ce qu'elle-même déteste — quand bien même ni la Constitution, ni la loi, ni l'ordre ne le détestent — et le supporter une heure ou des heures, le tolérer un jour ou des jours, puis ne pas tarder à s'en prendre à lui et à s'en irriter, et à fondre sur les gens, les saisissant pour étouffer leur sensation, réprimer leur sentiment, et leur faire abandonner leur droit naturel d'aller et de venir, et de faire ce qu'ils aiment pour honorer ceux qu'ils aiment.

Il apparaît que l'administration ne peut persévérer longtemps dans la patience et l'endurance, et en cela elle fournit la preuve la plus claire

et la plus forte que sa capacité à mener à bien les tâches qu'elle entreprend est sujette au doute et objet de soupçon.

Car gouverner n'est ni brutalité ni oppression ; gouverner n'est ni défi ni affrontement ; gouverner n'est pas l'étalage de la force et de la puissance. Gouverner, c'est plutôt patience et endurance ; gouverner, c'est se prémunir contre les imprévus et se tenir prêt aux incidents — non point les précipiter, ni inciter les gens à les provoquer.

Oui, gouverner n'est ni brutalité ni oppression. Gouverner, c'est plutôt cette aptitude qui te permet d'observer et de surveiller, tandis que tu es calme et tranquille, et tandis que tu es fort et prêt à repousser le mal s'il survient ou si l'on en redoute la survenue.

Tout indique que, si l'administration avait adopté ces principes du gouvernement — si elle s'était apaisée et stabilisée, se contentant de se tenir prête aux imprévus sans se laisser entraîner à les provoquer — rien ne se serait produit, et aucun individu ni aucun groupe n'aurait subi de mal. Mais cela — comme je l'ai dit — n'est pas chose aisée, semble-t-il ; et cela ne saurait être aisé ni possible que le jour où la nation et le gouvernement vivront une seule vie, éprouveront un seul sentiment, et partageront véritablement les intérêts, les espoirs et les idéaux les plus élevés.

Alors la nation pourra vivre libre, et le gouvernement pourra protéger cette vie libre — la soutenant, et fortifiant ce qu'elle renferme de ressorts de la vie et d'éléments de la liberté.

Mais en Égypte il en va tout autrement, à tous égards : la nation a sa vie et ses espoirs, le gouvernement a sa vie et ses espoirs, et entre ces deux sortes de vie et d'espoirs s'étendent des distances immenses qu'il n'est aucun moyen de raccourcir ni de rapprocher.

La nation veut vivre libre, et le ministère s'obstine à rogner l'aile de cette liberté. La nation aime ceux qu'elle aime parmi les chefs, et les accueille avec joie, heureuse de leur venue, plaçant en eux son espérance ; et le ministère déteste ces chefs que la nation aime et en qui elle place ses espoirs. Le ministère les déteste, et leur barre donc le mouvement et le déplacement s'il trouve en lui-même la force de le faire, et les laisse à ce qu'ils veulent s'il est incapable de les enfermer dans leurs maisons ; mais il se déguise, montre les crocs, défie et affronte, et déploie de telles

formes de dureté et de tels étalages de force et de puissance qu'ils provoquent et incitent au mal — jusqu'à ce que, le mal survenu ou presque, il en fasse un moyen de confisquer la liberté des chefs et du peuple, et un argument selon lequel la stabilité de l'ordre exige que la nation soit réduite à l'immobilité, de sorte qu'elle ne sente plus, n'éprouve plus, et ne vive plus !

Ce n'est pas ainsi que l'on gouverne, ni ainsi que l'on établit l'ordre. Que sont ces nouvelles qui ont commencé à parvenir de Haute-Égypte — l'affrontement entre les gens et la police à Louqsor, le bris d'automobiles et la blessure d'individus parmi les gens et la police, le siège de certaines maisons et l'assaut d'autres, la délivrance par le parquet d'ordres d'arrestation contre certaines personnes ? Qu'est-ce que tout cela ? Et à quelle fin tout cela ? Et à quel danger le pays est-il exposé, pour que l'administration adopte cette attitude envers les gens et excite leurs sentiments de la sorte ?

Que signifie placer les gares sous le blocus ? Et que signifie escorter le vénérable Président et son compagnon dans le train ? Le gouvernement veut-il que les gens sentent qu'il est fort, qu'il dispose d'une police armée de fusils et de matraques, et que cette police est capable de disperser les rassemblés, de dissiper ceux qui célèbrent et de faire taire ceux qui acclament ? Or nul n'a douté que le gouvernement a une police et une armée, qu'il possède des fusils et des matraques, et que derrière cette police et cette armée se tient encore une autre armée — forte et étrangère — prête à prêter victoire et appui. Mais le rôle de la police et de l'armée est seulement de répondre lorsqu'on les appelle : qui donc les a appelées ? Et qui donc leur a demandé de fondre sur des gens alors qu'ils étaient en sécurité ?

Nul n'a douté que le gouvernement, s'il le voulait, est capable de sévir brutalement contre les gens ; et il l'a voulu plus d'une fois, et a donc sévi contre les gens et leur a fait goûter toutes sortes de maux. Mais la chose dont nous doutons tous — ou plutôt dont nous ne doutons pas, mais que nous tenons pour certaine — c'est qu'il n'y a aucun bien dans cette brutalité ; elle n'est que mal, tout le mal, et danger, tout le danger.

Le gouvernement a sévi contre les gens plus d'une fois, et il y eut des morts et des blessés, et il y eut des malheurs et des épouvantes ; pourtant, après tout cela et malgré tout cela, le gouvernement n'a rien

obtenu de ce qu'il voulait. Il n'a pas attiré à lui les cœurs des gens ; il n'a pas apaisé contre lui la colère des gens ; il n'a pas détourné les gens de ceux qu'ils aiment ; il n'a pas dégoûté les gens de ce qu'ils aiment. La politique du défi et de la provocation l'a au contraire mené à l'inverse de ce qu'il voulait.

Car jamais les gens n'ont aimé leur liberté comme ils l'aiment aujourd'hui ; jamais les gens n'ont tenu à leur indépendance comme ils y tiennent aujourd'hui ; jamais les cœurs des gens ne se sont attachés à leur ancienne Constitution comme ils s'y attachent aujourd'hui ; jamais les gens n'ont eu confiance en leurs chefs et leurs guides comme ils leur font confiance aujourd'hui ; jamais les Anglais n'ont désespéré de la politique du jeu, de l'esquive, de l'oppression et de la brutalité comme ils en désespèrent aujourd'hui ; et jamais le règne de la terreur et de l'épuisement n'a échoué comme il échoue aujourd'hui.

Que le gouvernement regarde et écoute où il veut et quand il veut : il ne verra et n'entendra que des montagnes de liberté qu'aucun amour n'égale, une passion pour la véritable démocratie qu'aucune passion n'égale, un mépris des malheurs, un dédain des coups du sort, et une disposition à endurer et à supporter ce qui est pénible.

Le désespoir n'a pas encore atteint, et n'atteindra jamais, les cœurs des gens. À quoi bon, dès lors, que le gouvernement s'attache à ce qui ne saurait être ? À quoi bon qu'il s'épuise après ce qui ne renferme aucun bien ? Cette nation vit sa vie, calme et tranquille, considérant les événements avec patience, s'attachant à sa foi, confiante en l'avenir, se détournant du gouvernement, le laissant suivre son chemin tortueux. Pourquoi donc le gouvernement ne vit-il pas, lui aussi, sa propre vie, et ne laisse-t-il pas la nation à ce qu'elle veut ?

Oui, il y a en Égypte deux vies différentes : l'une est la vie d'une nation toute d'espérance, et ainsi elle endure et sourit ; l'autre est la vie d'un ministère tout de désespoir, et ainsi il s'empporte et se fait hostile, et il agite et excite les gens. Et quoi d'étonnant à ce que celui dont le cœur est rempli de désespoir s'irrite de celui dont le cœur est rempli d'espérance ?

Une audace dangereuse, celle-ci, dont les marques apparaissent en Haute-Égypte ; l'abstention vaudrait mieux qu'elle. Combien le ministère a besoin de penser à lui-même, de prendre soin de sa santé, de traiter

cette paralysie qui a frappé ses membres, et de se consacrer à cette maladie qui s'est insinuée dans ses parties ; car il y a dans tout cela de quoi l'occuper et le détourner de la visite du vénérable Président et de son compagnon en Haute-Égypte.

Que le gouvernement se consacre à ses propres affaires, petites et grandes, et qu'il se rassure : ni l'ordre ni la sécurité ne seront exposés au danger, ni à rien qui ressemble au danger, pourvu qu'il prenne en main ses hommes de l'administration avec calme, et qu'il retienne la main de l'administration loin des gens.

La stabilité de l'ordre est liée à la stabilité de l'administration. Aussi, s'il faut absolument que le gouvernement fasse quelque chose, qu'il tire fortement à lui les rênes de l'administration ; car il pourrait bien apparaître que, parmi les chevaux de l'administration, il en est qui inclinent à s'emballer.